

## Décision relative à une demande de permis de commerce parallèle d'un produit phytopharmaceutique

Vu les dispositions du règlement (CE) N° 1107/2009 du 21 octobre 2009 et de ses textes d'application,

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment le chapitre III du titre V du livre II des parties législative et réglementaire,

Vu la demande de permis de commerce parallèle du produit phytopharmaceutique **CLORTCONSTA**

de la société M. CAZORLA S.L.

enregistrée sous le n°2016-0015

Vu les conclusions de l'évaluation du 12 avril 2016,

Le permis de commerce parallèle du produit phytopharmaceutique désigné ci-après **est accordé** dans les conditions d'autorisation de mise sur le marché du produit identique autorisé en France.

La présente décision s'applique sans préjudice des autres dispositions applicables.

### Avertissement :

Il est de la responsabilité du titulaire du permis de maintenir les informations indiquées sur l'étiquette en conformité avec celles du produit identique autorisé en France et de veiller au respect des conditions d'emballage autorisées dans le pays d'origine pour le produit importé (pas de reconditionnement).

2016

Informations générales sur le produit	
<b>Nom du produit</b>	CLORTCONSTA
<b>Type de produit</b>	Permis de commerce parallèle
<b>Titulaire</b>	M. CAZORLA S.L. C/ AIGUETA, n°4, 17761 CABANES ESPAGNE
<b>Formulation</b>	Suspension concentrée (SC)
Contenant	400 g/L - chlortoluron 25 g/L - diflufenican
<b>Produit identique autorisé en France</b>	Nom commercial CONSTEL N° AMM 2070184
<b>Numéro d'intrant</b>	003-2016.01
<b>Numéro de permis</b>	2160402
<b>Fonction</b>	Herbicide
<b>Gamme d'usages</b>	Professionnel

Produit importé			
Nom du produit	N° AMM Pays d'origine	Pays d'origine	Titulaire AMM Pays d'origine
GLOSTER	24.004	Espagne	Adama agriculture Espana, SA

Le présent permis est valable pendant la durée de l'autorisation du produit de référence, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 de l'article 52 du règlement (CE) 1107/2009. Il appartient au détenteur du permis de s'assurer de la validité de l'autorisation de mise sur le marché du produit de référence.

Le présent permis peut être retiré ou modifié avant cette échéance si des éléments le justifient.

A Maisons-Alfort, le

29 AVR. 2016

**Françoise WEBER**  
Directrice générale adjointe des produits réglementés  
Agence nationale de sécurité sanitaire de  
l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)